

# AVIS DU CONSEIL NATIONAL DE LA PROTECTION DE LA NATURE

art. L411-1 et L411-2 du livre IV du code de l'environnement

Référence Onagre du projet : n°2022-02-13d-00193 Référence de la demande : n°2022-00193-011-001

Dénomination du projet : Parc éolien de Lévézou-Pareloup

## **Demande d'autorisation environnementale - Date de mise à disposition :**

Lieu des opérations : -Département : Aveyron -Commune(s) : 12410 - Salles-Curan.

Bénéficiaire :

### MOTIVATION ou CONDITIONS

#### Evaluation de la qualité des études

L'étude montre un grand nombre de résultats liés à de nombreux inventaires. Certains d'entre eux manquent par contre de clarté, comme le dispositif des Batcorders mis en place (sans carte de localisation claire). Par ailleurs, le CNPN regrette que les éléments fournis sur les risques de collision ne soient pas présentés pour chaque espèce en fonction des conditions météorologiques, permettant de comprendre la fonctionnalité des mesures proposées en réduction pour limiter le risque de mortalité de la faune volante. Il aurait été bon de présenter l'ensemble des impacts induits par l'installation du parc pour l'ensemble des espèces (pas seulement la faune volante, alors que des inventaires sur ces espèces ont été réalisés), notamment sur les pistes à créer et les raccordements nécessaires, compte-tenu de la traversée de zones humides. Enfin, le CNPN aurait apprécié une analyse de la capacité d'accueil des éléments boisés présents sur la zone d'étude, notamment des types de dendro-micro-habitats en présence, afin de l'évaluer pour la faune, et mieux apprécier la séquence ERC, notamment face à l'absence de compensation proposée.

#### Evaluation de la partie évitement de la séquence ERC

Le CNPN reconnaît que le pétitionnaire a fait l'effort d'éviter des habitats sensibles pour l'implantation vis-à-vis de la faune volante, tels les boisements. L'étude montre néanmoins la présence d'une quantité élevée d'espèces volantes à enjeux de conservation au niveau national, dont des espèces bénéficiant de Plans nationaux d'actions en faveur de leur conservation, compte-tenu du risque d'extinction dont elles font l'objet. On citera des espèces comme le Vautour moine, le Faucon crécerellette (même s'il est ensuite évacué de l'analyse des risques de mortalité, choix incompréhensible compte-tenu de la sensibilité reconnue pour l'espèce depuis le séminaire de Bordeaux en 2018) et le Gypaète barbu (présent à proximité immédiate du site). Leur statut est tel que les études scientifiques portant sur la dynamique de leurs populations indiquent que la perte d'un seul individu peut mettre en cause la pérennité des populations en France (d'où l'existence d'un PNA).

Par ailleurs, d'autres rapaces comme le Busard cendré et le Busard Saint-Martin sont déjà fragilisés par d'autres parcs éoliens à proximité. La population encore présente deviendra enclavée par la construction de ce nouveau parc, réduisant les probabilités de maintien. Enfin, le site héberge d'autres espèces à PNA et à fort enjeu, tels l'Aigle royal, le Vautour fauve, le Vautour percnoptère, le Milan royal, des pies-grièches, ou encore des milans noirs en nidification à quelques centaines de mètres, qui supportent mal le développement éolien.

Chez les chiroptères, notons là encore des espèces à très fort enjeu au niveau national, dont la Grande Noctule, la Noctule de Leisler, et la Noctule commune qui voit ses effectifs s'effondrer en France essentiellement à cause du développement éolien (-88% entre 2006 et 2019 en France), pour ne citer que ces chiroptères. De plus, les suivis de mortalité présentés dans le dossier indiquent que la faune volante paye déjà un très lourd tribut à cause des autres parcs éoliens à proximité, avec des estimations de mortalité considérable, rapportée à la région aménagée par l'ensemble de ces parcs. Ainsi, ajouter une seule éolienne dans ce contexte ne ferait qu'amplifier le phénomène de mortalité, avec un risque certain sur les populations d'avifaune et de chiroptères de ce secteur. Ce phénomène sera d'autant plus présent que la distance entre les bouts de pâles et la végétation arborée sera parfois proche de 20m seulement, induisant un risque évident pour la faune volante passant en lisière de boisement. Par ailleurs, le site d'implantation est une zone cœur de biodiversité pour le SRCE.

Ainsi, le dossier présente une carte des enjeux globalisés selon tous les groupes et les habitats en p.472 du dossier, montrant que le site est d'enjeu fort à très fort sur près de 80% de sa surface, en faisant un site exceptionnel pour la biodiversité de la faune volante.

## MOTIVATION ou CONDITIONS

La multitude d'enjeux de biodiversité aurait dû orienter le pétitionnaire à abandonner le site et à en chercher un autre présentant bien moins de risques notamment pour la faune volante.

Ainsi, la séquence d'évitement ne semble pas avoir été mise en œuvre pour ce projet. Parmi les mesures d'évitement proposées, l'une d'elles vise à boucher les cavités susceptibles d'être occupées par la faune (les chiroptères en particulier) avant abattage. Cette mesure s'apparente plutôt à de la réduction dans la mesure où elle n'évite en rien la disparition d'un habitat propice. De plus, il est très difficile d'avoir la certitude de l'absence de chiroptères, surtout pour des espèces souvent fissuricoles, dans des cavités arboricoles.

Le CNPN enjoint le pétitionnaire à envisager une autre mesure permettant aux espèces de se remettre d'un abattage, en laissant les pièces de bois contenant la cavité accessible pour une fuite possible pendant 48h pour avoir l'assurance de minimiser les risques de pertes d'individus.

Le CNPN note que cette mesure *de réduction* est un aveu d'une possible destruction définitive d'un habitat favorable (des arbres porteurs de gîtes pour les chiroptères) qui ne fait pas l'objet d'une seule mesure de compensation, ce qui est regrettable. S'en suit une stratégie de réduction, puis de compensation (ou plutôt d'absence de compensation), d'accompagnement et enfin de suivi discutable. Il est considéré que l'évitement est largement suffisant et réduit les risques, ce que le pétitionnaire affirme.

La connaissance de l'impact éolien sur la faune volante amène le CNPN à considérer que ce parc présente au contraire un risque maximal au regard d'autres projets que le CNPN a été amené à instruire. Il suffit d'examiner les résultats des suivis d'activité et de mortalité des autres parcs présentés dans le dossier pour comprendre qu'en deçà d'un certain niveau de bridage (8 voire 10m/s), il est impossible d'éviter les mortalités de la faune volante.

Le projet ici présenté ne fait pas le choix de relever ces mesures pour s'assurer d'une réduction suffisante, et l'on peut aisément affirmer que ce parc tel que proposé entraînera de nouvelles mortalités.

Par ailleurs, le CNPN regrette que de nombreuses mesures fassent des propositions sans être accompagnées d'engagements fermes, telles les conventions de gestion, les contrats d'engagement avec les partenaires (pour le suivi ou la gestion des sites de nidification des busards), voire qu'il n'y ait pas des engagements vis-à-vis des PNA pour les actions concernant les espèces à PNA impactées et dont la conservation nécessite une vision globale comme la démarche PNA le propose, rendant l'ensemble des mesures d'une application incertaine.

### Evaluation des mesures de réduction et d'accompagnement

Le CNPN souhaite la mise en œuvre des différentes mesures proposées, sous conditions de certaines modifications :

- Mettre en œuvre les mesures suivantes telles que proposées dans le dossier : Limiter la période de travaux impliquant de la destruction d'habitats naturels à septembre-octobre, mettre en place les mesures de lutte contre les espèces exotiques envahissantes et contre les pollutions, interdire l'éclairage nocturne, sauf pour le balisage aérien, rendre inertes les plateformes sous les éoliennes, enterrer les lignes de raccordement (en compensant néanmoins les effets induits sur les espèces terrestres protégées, sujet anormalement évacué du présent projet), isolation du poste de livraison ;
- Généraliser le dispositif de vidéo de détection des rapaces à toute l'année, en l'associant à un visibilimètre, pour arrêter les éoliennes en cas d'impossibilité pour le système vidéo d'alerter sur un éventuel risque de collision d'avifaune ;
- Relever le bridage des chiroptères pour éviter tout risque de collision notamment pour les noctules, donc à mettre en œuvre du 15 mars au 15 novembre, avec un bridage à 8m/s, à relever à 10m/s en cas d'une première mortalité avérée sur la Noctule commune ou la Grande noctule ;
- Les mesures d'accompagnement et de suivi doivent être relevées pour montrer une efficacité certaine et la plus immédiate possible (avec des suivis permettant de produire des estimations fiables des mortalités de la faune volante), et réétudiées quand il s'agit d'assurer un rôle de réduction ou de possible compensation pour vérifier leur efficacité, particulièrement face à la destruction des arbres (mesure de plantation d'une haie proposée effective dans 70ans ?) et pour préserver les busards.

### Evaluation des mesures de compensation

Comme évoqué plus haut, le pétitionnaire considère qu'aucune mesure de compensation n'est nécessaire, ce qui vient en contradiction d'un aveu de destruction d'habitats pourtant favorables (par exemple les arbres à chiroptères). Sur le même principe, il paraît probable que d'autres habitats soient détruits sans compensation proposée.

Il semble aussi évident que le projet ne permettra pas d'éviter des mortalités, qui doivent inévitablement être compensées, en renforçant la stratégie de préservation d'habitats permettant de renforcer les populations des espèces en dehors de la zone du projet, et de manière à éviter une attractivité des individus vers la zone de présence d'éoliennes.

## MOTIVATION ou CONDITIONS

Il convient donc de proposer des mesures de compensation à mettre en place et éloignées d'au moins 10km de toute éolienne construite, en exploitation ou en projet, pour ces espèces volantes.

Enfin, le CNPN regrette que le sujet de la perte d'habitats généré par l'implantation, c'est-à-dire l'éloignement des populations pour éviter certains risques, ne soit pas du tout pris en compte.

Le projet devrait enfin considérer l'effet de perte d'habitats s'exprimant jusqu'à 1 km de tout mât et proposer une stratégie de compensation face à cette perte d'habitats.

**C'est pourquoi le CNPN émet un avis défavorable à cette demande de dérogation.**

Par délégation du Conseil national de la protection de la nature :  
Nom et prénom du délégataire : Michel Métais

AVIS : Favorable ☐

Favorable sous conditions ☐

Défavorable ☒

Fait le : 24 mars 2022

Signature :

